

MARIE-FRANCE TOINET

*La désignation  
des candidats présidentiels  
aux Etats-Unis*

« *A l'approche de l'élection, le chef du Pouvoir exécutif ne songe qu'à la lutte qui se prépare ; il n'a plus d'avenir ; il ne peut rien entreprendre... Longtemps avant que le moment fixé n'arrive, l'élection devient la plus grande, et pour ainsi dire l'unique affaire qui préoccupe les esprits.* »

A. de TOCQUEVILLE.

Globalement, les Américains sont satisfaits de leurs institutions, même s'ils sont de plus en plus sceptiques quant à leur fonctionnement réel. Il est un point, cependant, sur lequel ils ont toujours éprouvé des doutes : le processus électoral (1). Comme l'écrit James Reston, éditorialiste aussi réputé que modéré de ton : « 1. Nous avons un système d'élection présidentielle et de sélection des candidatures fou et compliqué ; 2. Tout le monde se sent piégé par ce système ; et 3. Le résultat est l'effet du hasard, de l'argent, de la publicité et de la chance » (2). La plupart des analystes américains portent un jugement comparable sur le système électoral américain.

L'opinion est particulièrement frappée par l'élection présidentielle elle-même et s'inquiète notamment de l'existence du collège électoral, dont les règles désuètes permettent éventuellement à un candidat mineur de bloquer l'expression de la volonté majoritaire. La chose a failli se produire à deux reprises dans les années récentes puisque les candidatures de M. Wallace en 1968 et de M. McCarthy en 1976 auraient pu aboutir à l'élection d'un président minoritaire en suffrage. Et si M. Anderson maintient sa

(1) « L'air de satisfaction avec lequel la plupart des Américains contemplant la présidence disparaît lorsqu'ils considèrent cette vieille machine mal réparée qui leur permet de sélectionner et d'élire leur Président », G. ROSSITER, *The American presidency*, New York, The New American Library, 1960 (2<sup>e</sup> éd.), p. 174.

(2) In *International Herald Tribune*, 9-10 février 1980.

candidature indépendante en 1980, les mêmes inquiétudes apparaîtront.

Mais les spécialistes sont surtout préoccupés par le choix des candidats. Comme le note Austin Ranney : « En Amérique, le jeu de la sélection des candidats présidentiels se déroule en fonction d'un ensemble de règles qui est le plus élaboré, le plus varié et le plus complexe au monde. Cette réglementation comporte des prescriptions nationales, étatiques et locales ; des statuts étatiques (en particulier en matière de « primaires » présidentielles) ; et une immense variété de décisions par les cours nationales et étatiques » (3).

De prime abord, pourtant, rien de plus simple et de plus démocratique que la sélection des candidats présidentiels surtout depuis les changements réglementaires qui ont accompagné les soubresauts du Vietnam et du Watergate. Suivant les Etats, les électeurs du parti (dans des primaires) (4) ou les militants du parti (lors du *caucus* (congrès) étatiques) vont choisir des délégués à la convention (congrès) nationale du parti. Lorsque celui-ci se réunit, dans l'été qui précède les élections présidentielles, il décide qui sera le candidat du parti. Le processus est long et soigneux ; les règles détaillées et précises, les candidatures multiples ; la presse couvre largement la totalité de la campagne et informe les citoyens, par ailleurs guidés par de nombreux sondages d'opinion ; et les électeurs sont fortement conviés à participer à tous les niveaux du processus.

La réalité, on s'en doute, est moins simple. C'en est au point que Richard Stearns, l'un des responsables de la campagne du sénateur Kennedy, peut affirmer : « Il n'y a pas cent personnes dans ce pays qui comprennent l'ensemble des règles » (5).

#### DES CAMPAGNES D'UNE LONGUEUR DÉMESURÉE

La caractéristique la plus évidente des campagnes électorales américaines, c'est leur longueur. Pour l'élection présidentielle de 1980, le premier candidat, le républicain Philip M. Crane, s'est officiellement présenté le 2 août 1978, vingt-sept mois avant le jour du scrutin. Le premier « test » électoral — sans implication aucune pour le résultat final — a pris place le 13 octobre 1979. Cette durée des « préparatifs » voit ses effets négatifs aggravés par la relative brièveté des mandats. Et ce que notent avec humour A. et S. Tunc à propos des Représentants (mandat de deux ans) s'applique aisément, toutes choses égales par ailleurs, au Président (mandat de quatre ans) : « En poussant le tableau au noir, on serait tenté de dire que la première année est consacrée à enterrer décemment les promesses qui viennent d'être faites aux électeurs ; la seconde, à prendre une attitude

(3) A. RANNEY, Changing the rules of the nominating game, in J. D. BARBER, éd., *Choosing the President*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall, 1974, p. 72.

(4) La première primaire fut créée en 1903 par le Wisconsin.

(5) Is there a better method of picking presidential nominees ?, *New York Times*, 2 décembre 1979.

avantageuse à leurs yeux » (6). Les élus américains sont donc constamment obsédés par le problème de leur réélection : ce sont des candidats permanents, qui n'ont pas la liberté nécessaire pour se consacrer aux problèmes fondamentaux, qui mettent ainsi beaucoup plus de temps à être résolus. On en peut voir des exemples récents dans la négociation SALT, dans la politique énergétique, dans la lutte contre l'inflation, tous problèmes éminemment liés au calendrier électoral.

Les journalistes américains ne manquent d'ailleurs pas une occasion de souligner combien la politique présidentielle est déterminée par le calendrier électoral. C'est ainsi qu'un éditorial du *Washington Post* note crûment : « Il est difficile d'échapper au soupçon que la Maison-Blanche est moins concernée par la position des Etats-Unis dans le monde que par celle de Jimmy Carter dans l'élection primaire du New Hampshire » (7). James Reston du *New York Times* va plus loin encore dans l'analyse et le scepticisme : « La stratégie « bonnes nouvelles » de Jimmy Carter en 1980 constitue un cas exemplaire de manipulation présidentielle de l'opinion publique » (8). James Reston multiplie les exemples tendant à montrer qu'à la veille de chaque échéance électorale — et elles sont nombreuses dans le système américain — le Président Carter a tenté de manipuler les électeurs en laissant prévoir une amélioration de la situation, tant en ce qui concerne les otages de l'ambassade américaine de Téhéran que l'inflation ou l'intervention soviétique en Afghanistan que le Proche-Orient.

#### LES RESSOURCES PRÉSIDENTIELLES

C'est là un exemple de l'avantage dont dispose un Président sortant, qui jouit d'un accès privilégié aux moyens d'information de masse. Sans même faire officiellement campagne, il est en effet quotidiennement présent dans les informations et est ainsi infiniment plus connu qu'aucun de ses adversaires. Mais ce n'est qu'un des multiples atouts dont bénéficie un sortant pour redevenir le candidat de son parti — et frayer ainsi plus aisément son chemin vers la réélection. Ce n'est donc pas un hasard s'il est rarissime qu'un parlementaire sortant n'obtienne pas, s'il le souhaite, son investiture. Dans le cas présidentiel, jusqu'ici, jamais au xx<sup>e</sup> siècle un Président sortant, faisant activement campagne, n'a manqué de recueillir l'assentiment de son parti pour se représenter (9).

(6) A. et S. TUNC, *Le système constitutionnel des Etats-Unis d'Amérique*, Paris, Domat-Montchrestien, 1954, t. II, p. 40.

(7) Editorial du *Washington Post*, 17 février 1980.

(8) J. RESTON, Carter's « good news » strategy, *International Herald Tribune*, 7 avril 1980.

(9) On peut certes considérer que le Président Johnson a renoncé à se présenter contre son gré en 1968. En tout état de cause, il ne fut jamais officiellement candidat. Le seul Président élu qui n'ait pas obtenu l'investiture souhaitée est Franklin Pierce (1853-1857). V. tableau *infra*, p. 61.

Les ressources présidentielles sont immenses. Le Président dispose d'abord des fonds budgétaires et la manne fédérale ne s'abat pas fortuitement sur tel ou tel Etat. Ainsi, dès le vote — purement indicatif — d'octobre 1979, des aides fédérales se sont portées, par millions de dollars, sur la Floride (10), malgré les déclarations antérieures du Président Carter contre tout clientélisme et contre tout gaspillage financier (11). Le même processus s'est répété lors des diverses primaires. Comme le note le *Wall Street Journal* : « L'envie d'obtenir une partie des 29 milliards de dollars annuels dont Washington dispose discrétionnairement pour aider les Etats et les collectivités locales aide le Président à obtenir le soutien des démocrates influents (en Illinois) et ailleurs. L'Iowa, le Maine et le New Hampshire ont reçu de la Maison-Blanche un traitement spécial parce qu'ils tenaient les premiers leur caucus ou primaire, qu'il est important pour un sortant de gagner. En janvier, par exemple, le Maine a reçu une aide fédérale double de celle de l'an passé » (12). Et la litanie des Etats ainsi « aidés » suit parfaitement les aléas du calendrier électoral. Le Président peut aussi utiliser des postes salariés temporaires, qui permettent de s'assurer la gratitude des heureux attributaires — voire de leurs parents et amis. M. Carter, cette année, a par exemple la chance de voir se dérouler le recensement décennal. Cela signifie qu'il peut distribuer quelque 275 000 postes temporaires : un volant d'emplois qui est loin d'être négligeable (13).

Il dispose enfin — en raison notamment des éléments évoqués ci-dessus ou des pressions qu'il peut exercer (14) — de l'appareil du parti : alors que sa cote était au plus bas dans les sondages d'opinion, au mois de juillet 1979, plus des deux tiers des représentants démocrates se déclaraient personnellement favorables à la réélection de M. Carter (15).

#### LES CONDITIONS DE LA CANDIDATURE

M. Carter, on s'en doute, n'est pas seul en lice. Cette année, il fait même partie d'une cohorte infiniment plus nombreuse qu'on ne se l'imagine généralement : d'après une enquête de *La Croix*, un an avant les élections, « 112 candidats, des plus sérieux aux plus farfelus, ont rempli la formule

(10) M. TOLCHIN, White House spurs funds for Florida, *New York Times*, 7 octobre 1979.

(11) The politics of water policy, éditorial du *Washington Post*, 1<sup>er</sup> septembre 1978.

(12) T. D. SHELLARDT, Carter who railed against pork-barrel politics in 1976 now exploits them for Illinois primary, *Wall Street Journal*, 6 mars 1980.

(13) E. WALSH et M. RUSSEL, Census jobs : Carter's lever on friends, foes, *Washington Post*, 22 septembre 1979.

(14) Cf. M. RUSSEL, Carter warns Congressmen of retaliation over votes, *International Herald Tribune*, 22 septembre 1979.

(15) M. HUNTER, Democrats in house for Carter in 1980, *New York Times*, 15 juillet 1979.

(de la commission électorale américaine) en trois exemplaires, seule formalité (16) pour devenir un candidat aux yeux de la loi américaine » (17). Ce nombre comporte évidemment les candidats indépendants ou de tiers parti. Certaines conditions sont cependant nécessaires pour pouvoir prétendre à devenir Président des Etats-Unis. Les unes sont officielles. Ainsi, d'après la Constitution elle-même (art. II, sect. 1, al. 5), l'éligibilité requiert d'être né citoyen américain (ce qui exclut d'office toute candidature de Henry Kissinger), d'avoir 35 ans au moins et d'avoir été résident des Etats-Unis pendant quatorze ans (la rédaction du texte est ici confuse : s'agit-il des quatorze ans précédant l'élection ? La réponse semble négative puisque Herbert Hoover fut autorisé à se présenter) (18).

Les autres conditions, officieuses, sont néanmoins rigoureuses, mais ne s'appliquent qu'aux candidats des grands partis : on peut être noir, femme, juif ou ouvrier et être candidat à la Présidence, mais on n'a alors à peu près aucune chance de devenir le candidat *républicain* ou le candidat *démocrate* à la Présidence. Pour être choisi par les deux grands partis, il vaut mieux être homme, blanc, diplômé de l'université, protestant et d'un Etat important. Sur les 53 candidats majeurs depuis 1824 (date qui est généralement considérée comme le début de l'élection présidentielle « moderne » parce que les candidats commencèrent alors à être désignés lors de congrès nationaux) tous étaient des hommes blancs. Ils étaient presque tous diplômés de l'université : 51 étaient protestants, 2 catholiques, aucun juif. Leur carrière les avait amenés à être gouverneurs, 18 ; sénateurs, 17 ; représentants, 10 ; généraux, 7 ; vice-présidents, 5 ; ambassadeurs, 4 ; ministres, 3 ; ou juges à la Cour suprême, 2. Deux seulement n'avaient pas eu d'importantes fonctions politiques : Horace Greeley (journaliste) et Wendell Willkie (avocat et industriel) (19). Tous avaient des ancêtres venant de l'Europe du Nord-Ouest (pour l'essentiel des Iles britanniques). La plupart enfin disposaient d'une confortable fortune personnelle. En 1980, les candidats républicains et démocrates sont tous des hommes blancs de l'Europe du Nord-Ouest, pour l'essentiel protestants (MM. Kennedy et Brown sont catholiques) et millionnaires en dollars,

(16) Il serait incomplet de considérer qu'il s'agit, aux yeux de la loi américaine, de la seule formalité à accomplir : cela est vrai pour la règle nationale. Mais chaque Etat y ajoute sa propre réglementation. Pour n'en donner que quelques exemples, en Alabama, les candidats doivent présenter aux présidents du parti de l'Etat des pétitions portant la signature de 500 électeurs inscrits et payer la somme de 600 \$ pour les démocrates et de 100 \$ pour les républicains ; à New York, le gouverneur Brown (Californie) n'a pu se présenter dans la primaire démocrate parce qu'il n'avait pas réussi à réunir les signatures de 10 000 électeurs inscrits ; en Caroline du Sud, pour être candidat dans la primaire républicaine, il fallait simplement acquitter un droit de 1 500 \$ au Comité d'Etat.

(17) J. MATRAS, Les présidentielles américaines, *La Croix*, 29 novembre 1979.

(18) E. S. CORWIN, *The constitution and what it means today*, édition révisée par H. W. CHASE et C. R. DUCAT, Princeton University Press, 1978, p. 155.

(19) Le total est supérieur à 53, car plusieurs candidats ont pu être titulaires de deux postes.

sauf M. Brown (qui s'est retiré) et M. Anderson (qui a décidé de faire une campagne indépendante).

Tous les candidats présidentiels ne deviennent pas candidats au même moment : le choix de l'heure n'est en effet pas dénué d'importance. Lorsque l'on est peu connu du public, il vaut mieux « partir tôt ». C'est ainsi que certains candidats (qui n'ont dorénavant plus aucune chance) avaient déclaré leur candidature dès 1978. Mais ce fut aussi la tactique choisie, avec succès, par Jimmy Carter, qui découvrit publiquement ses ambitions présidentielles deux ans avant l'élection, en décembre 1974 (20).

D'autres, espérant peut-être éviter ainsi la cruelle épreuve des primaires, attendent que la situation se bloque pour se déclarer — à moins que ce moment n'arrive jamais, comme Gerald Ford en a fait l'expérience en 1980. Nelson Rockefeller avait tenté cette stratégie en 1968, espérant battre Richard Nixon en convainquant les responsables du Parti républicain à coups de sondages qu'il était un candidat plus populaire. Les sondages étaient peu probants : M. Nixon fut l'élu du Parti... et de la nation. C'était le signe du rôle croissant de l'électorat dans la sélection des candidats, avant même que de nouvelles règles institutionnalisent et facilitent, à partir de 1972, ce rôle. En 1952, par exemple, Estes Kefauver était le favori des électeurs démocrates et les primaires avaient démontré sa popularité. Adlai Stevenson, qui ne s'était présenté à aucune primaire, fut choisi par la convention comme candidat du Parti démocrate. En 1968, Hubert Humphrey put être choisi comme candidat démocrate sans avoir subi l'épreuve des primaires.

En tout état de cause, point ne faut trop attendre : les règles sont rigides. La date limite d'inscription pour le New Hampshire, où se déroule la première primaire, en février de l'année présidentielle, est le mois de décembre précédent. C'est la complexité de ces règles, la variété des situations, la dissemblance entre le sens précis des résultats qui rendent le processus électoral « si confus qu'il en devient répugnant » (21).

#### LE DÉSARROI DE L'ÉLECTORAT

Si l'on procède de manière chronologique, on constate combien compréhensible est le désarroi qui saisit peu à peu l'électorat — voire l'observateur chargé d'expliquer le sens de la campagne ! Le premier test électoral s'est déroulé, cette fois-ci, en Floride, le 13 octobre 1979. Il ne rimait strictement à rien puisque les vraies primaires (destinées à élire les délégués de chaque parti aux congrès nationaux de l'été) devaient avoir lieu le 11 mars 1980. Il n'avait qu'une valeur purement indicative : déterminer la popularité des divers candidats (alors que chez les démocrates M. Kennedy n'est

(20) Le *New York Times* annoncera la nouvelle par un entrefilet de 14 lignes, à la p. 18.

(21) R. EVANS et R. NOVAK, Working Florida over, *Washington Post*, 5 octobre 1979.

officiellement devenu candidat que le 7 novembre 1979 et M. Carter que le 4 décembre). Chez les républicains, M. Reagan n'était pas encore officiellement candidat. Mais quelles conclusions sérieuses tirer d'un vote où, du côté démocrate comme du côté républicain, moins de 2 % des électeurs inscrits (22) (et 1,3 % des électeurs en âge de voter), pourtant fort courtisés, ont jugé bon de se déplacer ? Cet abstentionnisme s'imagine aisément si l'on sait, outre l'inutilité du vote, qu'il fallait environ une heure pour remplir un bulletin de vote à peu près inintelligible dans sa composition. Mais cet événement, créé de toutes pièces, a occupé une large place dans la presse pendant une dizaine de jours. Et des analyses raffinées d'un « non-événement » ont été présentées à l'ensemble de l'opinion.

Le deuxième temps de la campagne a pris place le 17 novembre 1979. Ce jour-là, les six premiers délégués de Pennsylvanie au Congrès national républicain ont été provisoirement sélectionnés par le comité directeur étatique. L'événement, pourtant aussi important que le test de Floride, n'a guère retenu l'attention : même le *New York Times* a pu affirmer, dans un calendrier de la campagne, que les premiers délégués républicains seraient choisis... le 12 février 1980, en Arkansas (23). Le choix pennsylvanien eut pourtant été l'occasion d'informer l'opinion sur le nombre de délégués choisis directement par l'organisation du Parti et sur les conditions et modalités du choix. Car il reste, malgré l'ouverture récente du système de sélection des candidats, une part non négligeable de délégués choisis directement par l'organisation (24).

Le troisième moment de la campagne a été les *caucus* d'Iowa, qui ont eu lieu le 21 janvier 1980. Les Etats à *caucus* sont beaucoup moins nombreux que par le passé puisqu'en 1980 il n'y en a plus que 15 contre 35 en 1968. Ils ne désignent plus, en 1980, que 29 % des délégués à la convention (le pourcentage, chez les démocrates, est d'ailleurs plus élevé en 1980 qu'en 1976).

La « contagion » des primaires a accru la participation à ces réunions de Parti que sont les *caucus*. Pourtant, même en Iowa où la presse a souligné l'importance de la participation, environ 10 % seulement de la population en âge de voter a, d'après nos calculs (25), participé aux *caucus* : on est

(22) Les résultats officiels sont inconnus, mais on dispose des « estimations » de l'Associated Press. Cf. Shaw presidential polls gain early notice, *Congressional Quarterly*, 3 novembre 1979, p. 2473.

(23) H. SMITH, After Iowa, candidates still have far to go, *New York Times*, 2 décembre 1979.

(24) Même *Congressional Quarterly*, la meilleure revue spécialisée, n'en donne pas le chiffre exact. Chez les démocrates, 10 % des délégations étatiques doivent être composées d'élus ou de responsables du Parti, choisis par un Congrès étatique. Ces délégués « automatiques » doivent suivre le choix des autres délégués lors du premier scrutin de la convention nationale (CQ, 4 août 1979, p. 1609).

(25) La population en âge de voter atteint, à l'heure actuelle, 2,2 millions de personnes en Iowa. Parmi celles-ci, 1,6 million sont inscrites : 550 000 démocrates, 480 000 républicains et 560 000 « indépendants » (puisque chaque électeur doit, en s'inscrivant, déclarer (dans la plupart des Etats) ses préférences partisans). On estime enfin que 111 000 républicains et 102 000 démocrates ont participé aux *caucus* de janvier.

loin d'un premier tour à la française. Et pourtant la participation en Iowa a largement triplé par rapport au passé, en raison de l'intérêt très vif pour ce début de campagne. Elle a, depuis, largement décliné pour les autres *caucus* (en Arkansas, par exemple, le 2 février, seuls 200 responsables républicains ont choisi les délégués de l'Etat). Cette participation en Iowa est néanmoins d'autant plus remarquable que les électeurs n'étaient pas leurs délégués à la convention nationale. Chez les démocrates, par exemple, ils ne sélectionnaient alors que leurs délégués aux congrès du comité où, le 8 mars, ont été élus les délégués aux congrès de circonscription qui ont, le 19 avril, choisi leurs représentants de l'Etat, lesquels, le 14 juin, ont, enfin, composé la délégation de l'Iowa au Congrès national. Quel électeur s'intéressait encore, à ce moment, au choix de ces délégués ?

#### DES RÈGLES COMPLEXES...

La quatrième époque fut la primaire du New Hampshire, le 26 février (26). Les règles, à la fois très représentatives et très différentes de celles de l'ensemble des Etats, en sont complexes : « Les délégués seront attribués aux candidats en fonction de leurs résultats lors de la primaire. Les 22 délégués républicains seront divisés entre les candidats ayant reçu au moins 10 % du vote total ». Les règles favorisent cependant le candidat de tête dans la distribution des délégués. Tous les candidats éligibles recevront des postes de délégués en nombre proportionnel à leurs résultats dans l'Etat, mais le vainqueur se verra attribuer les délégués restants. Les 19 délégués démocrates seront désignés selon trois méthodes différentes. Un candidat devra obtenir au moins 16,6 % des suffrages pour obtenir l'un des six délégués de la première circonscription législative et 14,2 % des suffrages pour l'un des sept délégués de la seconde. Les six autres délégués — quatre pour l'ensemble de l'Etat et deux élus ou responsables du parti — seront divisés entre les candidats qui auront reçu au moins 20 % des suffrages sur l'ensemble de l'Etat. Les candidats républicains choisiront les délégués auxquels ils ont droit sur des listes qu'ils auront déposées à l'avance. Les candidats démocrates tiendront des *caucus* de leurs partisans dans chaque circonscription législative le 5 janvier pour élire leur liste de circonscription. Les délégués pour l'ensemble de l'Etat et les élus et responsables du parti seront choisis le 26 avril par les délégués élus.

A la convention, les délégués républicains doivent respecter leur mandat impératif aussi longtemps que leur candidat reste dans la course. Les délégués démocrates ne sont liés que pour un scrutin.

(26) Contrairement à ce qui est souvent affirmé, la première primaire n'est plus celle du New Hampshire, mais celle de Porto Rico (17 février).



TABLEAU I

	Nombre de délégués <sup>(1)</sup>		Caucus (C) ou primaire (P) ou hybride (H) <sup>(2)</sup>	Dates
	D	R		
Alabama	45	27	P (R et D)	11-3
Alaska	11	19	C (R et D)	D : 11-3, 12/13-4 et 17/18-5 R : 6-3, 20-3 et 19/20-4
Arizona	29	28	C (R et D)	D : 12-4 et 24-5 R : 29-3 et 19-4
Arkansas	33	19	C (R) et P (D)	D : 25-5, R : 2-2 et 16-2
Californie	306	168	P (R et D)	3-6
Caroline du Nord	69	40	P (R et D)	6-5
Caroline du Sud	37	25	C (D) et P (R)	R : 8-3 ; D : 15-3, 24-3 et 12-4
Colorado	40	31	C (R et D)	D : 5-5, 15-5/4-6, 17-5/13-6, 13-14- R : 5-5, 15-5/4-6, 7-6
Connecticut	54	35	P (R et D)	25-3
Dakota du Nord	14	17	C (R et D)	D : ? R : 21-3 et 17/19-4
Dakota du Sud	19	22	P (R et D)	3-6

<sup>(1)</sup> Le nombre de délégués de chaque Etat est fonction de sa population et des résultats du pe

<sup>(2)</sup> Dans les systèmes hybrides, la primaire est purement indicative et le choix des délégués se

<sup>(3)</sup> Mode d'élection : RP : les délégués de l'Etat sont attribués aux divers candidats propor vainqueur obtient l'ensemble des délégués de l'Etat ; Ind. : le vote de la primaire est indicatif, bien élus le même jour ; P. : le parti a l'ultime choix. Les Etats à *caucus* élisent leurs délégués en plusieu

<sup>(4)</sup> Electeurs : Ins. I : l'Etat requiert une inscription sur les listes électorales avec déclarati donc dans la primaire démocrate, les républicains dans la primaire républicaine et les indépendants peuv seuls ceux qui ont déclaré être démocrate ou républicain lors de leur inscription peuvent voter. Les in pas de déclaration d'affiliation partisane lors de l'inscription ; tous les inscrits peuvent participer à tion, mais les inscrits doivent déclarer publiquement leur affiliation le jour du vote.

<sup>(5)</sup> Le mandat impératif : entre parenthèses, pour combien de tours de scrutin à la conventio dat peut, quand il le veut, délier ses délégués de leurs obligations à son égard.

R = républicain et D = démocrate.

TABLEAU I (suite)

	Nombre de délégués (1)		Caucus (C) ou primaire (P) ou hybride (H) (2)	Dates
	D	R		
Delaware	14	12	C (R et D)	D : 12-3 et 24-5 R : 30-4 et 17-5
District de Colombie (6)	19	14	P (R et D)	6-5
Floride	100	51	P (R et D)	11-3
Géorgie	63	36	P (R et D)	11-3
Hawaï	19	14	C (R et D)	D : 11-3 et 30-5/1-6 R : 22-1 et 16/17-5
Idaho	17	21	H (D) et P (R)	27-5
Illinois	179	102	P (R et D)	18-3
Indiana	80	54	P (R et D)	6-5
Iowa	50	37	C (R et D)	D : 21-1, 8-3, 19-4 et 14-6 R : 21-1, 1-3 et 6/7-6
Kansas	37	32	P (R et D)	1-4
Kentucky	50	27	P (R et D)	27-5
Louisiane	51	30	P (R et D)	5-4
Maine	22	21	C (R et D)	D : 10-2 et 16/18-5 R : 1-2/15-3 et 18-19/4
Maryland	59	30	P (R et D)	13-5
Massachusetts	111	42	P (R et D)	4-3
Michigan	141	82	H (D) et P (R)	20-5
Minnesota	75	34	C (R et D)	D : 26-2, 15/30-3, 19-4/4-5 et 6/ R : 26-2, 10-3/2-4, 18-4/10-5 et
Mississippi	32	22	C (D) et P (R)	D : 15-3, 22-3, 5-4 et 19-4 R : ?
Missouri	77	37	C (R et D)	D : 22-4, 6-5, 3-6 et 14-6 R : 5/12-4, 26-4/3-5 et 30/31-5

	19	20	H (R) et P (D)	3-6	RP	Ins.	D : oui (1) R : non oui (2)
Montana	19	20	H (R) et P (D)	3-6	RP	Ins.	D : oui (1) R : non oui (2)
Nebraska	24	25	P (R et D)	13-5	D : RP R : ind.	Ins. P	oui (2)
Nevada	12	17	P (R et D)	27-5	RP	Ins. P	oui (2)
New Hampshire	19	22	P (R et D)	26-2	RP	Ins. I	R : oui (tous) D : oui (1) D : oui (1)
New Jersey	113	66	P (R et D)	3-6	D : RP R : ind.	Ins. I	D : oui (1) R : non D : oui (1)
New York	282	123	P (R et D)	25-3	RP	Ins. P	R : non D : oui (1) R : non
Nouveau-Mexique	200	22	P (R et D)	3-6	RP	Ins. P	R : non oui (1)
Ohio	161	77	P (R et D)	3-6	D : RP R : maj.	Ins.	D : oui (1) R : non
Oklahoma	42	34	C (R et D)	D : 11-4, 29-3, 19-4 et 3/4-5 R : 7-4, 19-4, 3-5 et 31-5			
Oregon	39	29	P (R et D)	20-5	RP	Ins. P	oui (2)
Pennsylvanie	185	83	P (R et D)	22-4	D : RP R : ind.	Ins. P	D : oui (1) R : non
Rhode Island	23	13	P (R et D)	3-6	RP	Ins. I	D : oui (1) R : oui (tous) oui (2)
Tennessee	55	32	P (R et D)	6-5	RP	Ins.	oui (2)
Texas	152	80	H (D) et P (R)	D : 3-5, 10-5 et 20/21-6 R : 3-5	D : RP R : ind.	Ins. P	D : oui (1) R : non
Utah	20	21	C (R et D)	D : 19-5, 6 et 11/12-7 R : 19-5, 21-6 et 27/28-6		Ind.	
Vermont	12	19	H (R et D)	4-3		Ins.	
Virginie	64	51	C (R et D)	D : 22-3, 12-4/3-5 et 16/17-5 R : 3 et 4, 5, et 6/7-6		Ins. P	
Virginie de l'Ouest	35	18	P (R et D)	3-6	Ind.	Ins. P	
Washington	58	37	C (R et D)	D : 11-3, 12-4, 19-4 et 14-6 R : 11-3, 1/9-4, 3-5 et 6/7-6		Ins.	
Wisconsin	75	34	P (R et D)	1-4	D : RP R : maj.	Ins.	oui (tous)
Wyoming	11	19	C (R et D)	D : 1-3 et 10-5 R : 4-2/5-3, 1/15-3 et 10-5			
Porto-Rico + Guam							
+ Iles Vierges + Divers	57	22					
Total	3 331	1 993					

(6) Nous avons retenu le District de Colombie parmi les Etats parce qu'il participe aux élections de novembre, ce qui n'est pas le cas de Porto-Rico, Guam, etc., qui ne participent qu'à la sélection des candidats.

Dans chaque parti (27), le vote est réservé aux électeurs régulièrement inscrits et ayant leur affiliation au parti concerné lors de leur inscription. Les indépendants peuvent voter s'ils déclarent une affiliation le jour du scrutin (28). On le constate, les règles ne sont pas simples. Elles le sont d'autant moins qu'elles varient d'Etat à Etat, et que s'y ajoutent des règles nationales imposées par chaque parti. Chez les démocrates, par exemple, les délégués doivent, en principe, car des exceptions peuvent être autorisées, être choisis entre le 11 mars et le 10 juin par les seuls électeurs démocrates, avec une attribution de ces délégués aux divers candidats proportionnellement aux résultats du scrutin. Les délégations doivent comporter autant de femmes que d'hommes et représenter les minorités en fonction de leur importance numérique dans l'Etat concerné. Enfin s'y adjoignent des règles imposées par l'Etat fédéral, notamment en matière de dépenses des candidats (29).

#### ... AUX EFFETS SURPRENANTS

Ainsi, jusqu'au 12 juillet 1980, les délégués aux deux conventions vont être choisis, cahotiquement, en attirant de moins en moins la participation et l'attention mais les quelques exemples retenus permettent de mettre en évidence certains des traits les plus marquants du processus de sélection des deux grands partis.

— Ce processus d'une extrême complexité et d'une excessive lenteur ne peut que rebuter l'électorat, le désorienter et le fragmenter. Il n'est pas sûr que son ouverture — voulue — ait clarifié les choix, démocratisé les procédures. Ainsi s'explique que, malgré une nette augmentation de la

(27) Il ne faut en effet pas oublier que tout le processus de sélection des candidats que nous décrivons est *interne* à chaque parti et n'a rien à voir avec un premier tour d'élection à la française. Certes, les mécanismes se sont nationalisés ; la Cour suprême est intervenue à plusieurs reprises, pour imposer la participation des Noirs dans les primaires du Sud (1941 et 1944) ; 250 propositions de loi ont été déposées au Congrès depuis 1911 pour « fédéraliser » — c'est-à-dire unifier sur le Plan national — le système de nomination présidentielle, en particulier en instituant une primaire nationale, mais aucune n'a été adoptée. Mais les deux grands partis refusent l'intervention fédérale, estimant qu'il s'agit de problèmes relevant uniquement des partis.

(28) *Congressional Quarterly*, 16 février 1980, pp. 379-380.

(29) Pour obtenir la nomination de leur parti, les candidats peuvent obtenir des fonds fédéraux égaux aux sommes qu'ils ont eux-mêmes réunies s'ils acceptent de se plier à certaines règles. Ils ne doivent pas, dans cette période de la campagne, dépenser nationalement plus de 14,7 millions de dollars (plus 20 % de cette somme pour collecter les fonds et une somme illimitée pour les frais de comptabilité), dans des limites ne dépassant pas 294 400 \$ dans les petits Etats et 3 880 192 \$ dans le plus grand Etat, la Californie. Pour avoir droit à ces fonds fédéraux, il leur faut avoir réuni 100 000 \$ en contributions individuelles dans au moins vingt Etats. Ils ne peuvent accepter de dons individuels supérieurs à 1 000 \$ ou de contributions provenant de comités électoraux supérieures à 5 000 \$. Ils ne peuvent contribuer pour plus de 5 000 \$ à leur propre campagne (in *Congressional Quarterly*, 23 février 1980, p. 569).

participation (30) grâce à la multiplication des primaires (31), moins d'un tiers de l'électorat prenne part à la désignation des candidats présidentiels. L'électorat se rend parfaitement compte des effets nocifs de ce système puisque, dans les sondages, 70 % des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une primaire nationale (32), qui se rapprocherait dès lors furieusement d'un premier tour d'élections à la française. Ce sont, finalement, les responsables politiques qui sont les plus attachés au système actuel. On ne peut que se demander quels avantages ils y trouvent.

— Le poids d'Etats peu représentatifs est déterminant dans l'évolution ultérieure de la campagne. Les trois premiers Etats dont les résultats font l'objet d'un examen minutieux sont l'Iowa (21 janvier), le Maine (10 février) et le New Hampshire (26 février). Tous trois sont petits, voire démographiquement minuscules (2,25 %, au total, de la population américaine), très ruraux, presque exclusivement blancs, nordistes et de tendance républicaine parfois fort accusée. On se doute des biais ainsi introduits, par l'interprétation univoque et accusée de résultats au total limités (cf. tableau 2). Ajoutons que, malgré des efforts pour rendre le processus

TABLEAU II  
Importance relative de deux primaires (1976)

	Votes démocrates	Secondes de télévision consacrées à la primaire
New Hampshire	82 381	2 100
New York	3 746 414	560

Source : M. ROBINSON, in *Public Opinion*, mai-juin 1978, pp. 42-43.

(30) On ne peut que noter la mauvaise qualité des chiffres dont on dispose sur la participation à ce niveau de l'élection. Qui plus est, on ignore presque totalement qui sont les participants et en quoi ils se distinguent des abstentionnistes : statut économique et social, degré d'éducation, race, religion, intérêt pour la politique, degré de militantisme.

(31) Beaucoup de critiques s'élèvent à l'heure actuelle contre la multiplication des primaires, avec une nostalgie inavouée pour l'ancien système. C'est oublier que les méthodes utilisées il y a quelques années encore n'avaient parfois que de lointains rapports avec la démocratie. En 1968, par exemple, l'Arizona, l'Arkansas, le Kansas, la Louisiane, le Maryland, le Michigan, le Rhode Island et le Wyoming avaient choisi leurs délégués avant même qu'une contestation se soit organisée contre le Président Johnson, avant que celui-ci ait même envisagé son retrait. L'utilisation de fausses procurations (toute procuration est dorénavant interdite), le vote d'électeurs inexistant, la non-publicité des réunions, les règlements introduits en dernière minute (comme par hasard défavorables aux opposants) étaient alors monnaie courante. Ces méthodes, frauduleuses ou antidémocratiques, sont impossibles avec le nouveau système. Plus que le rôle croissant des primaires, c'est donc le mode d'organisation qui est en cause.

(32) Cf. A. RANNEY, *The political parties*, in A. KING, ed., *The new American political system*, Washington, American Enterprise System, 1978, p. 219.

de sélection plus proche des souhaits de la base, des distorsions apparaissent : à la fin avril 1980, M. Reagan avait obtenu les deux tiers des mandats de délégués en jeu alors qu'il n'avait recueilli que 40 % des suffrages. Les chiffres comparables pour M. Carter étaient de 70 % des mandats environ et 55 % des suffrages.

— La presse amplifie la signification des événements : c'est elle qui fixe « l'ordre du jour » électoral réel. Il est très frappant, par exemple, de constater l'importance relative qu'elle accorde aux candidats, aux débats politiques, au déroulement « anecdotique » de la campagne (cf. tableau 3). Elle a le pouvoir de mettre l'accent, suivant ses propres

TABLEAU III

*Thèmes des discours des candidats <sup>(1)</sup> et des articles de presse  
(1<sup>er</sup> novembre 1979-15 avril 1980)*

Thèmes	Carter	Kennedy	Bush	Reagan	Anderson	Sondages	Journalistes
Politique intérieure	16 <sup>(2)</sup>	19	12	11	9	8	7
— économique	9	18	7	11	14	4	4
— extérieure	35	26	26	39	18	7	8
Personnalité	5	11	8	6	14	15	9
Campagne	36	26	43	24	38	63	70
Philosophie politique	0	1	5	9	7	2	2

<sup>(1)</sup> La méthode de calcul renforce le rôle de la presse puisqu'il s'agit des discours tels qu'ils sont rapportés par la presse.

<sup>(2)</sup> En pourcentages.

Sources : *Données réunies à partir de 5 000 articles de presse*, présentés par Arthur MILLER, professeur à l'Université du Michigan, lors du Colloque organisé par l'ambassade des Etats-Unis à Paris (20 mai 1980).

obsessions, sur tel ou tel aspect de la campagne. Ted Kennedy en fera les frais, toujours plus observé que les autres candidats (33) — ce qui n'est un avantage que si la couverture est dans l'ensemble positive — ange avant d'être candidat, démon dès qu'il le fût. La sélection de l'information est d'ailleurs d'une importance qui n'est pas négligeable. Si M. Kennedy est fortement critiqué par l'ensemble de la classe politique et par la presse pour ses déclarations du 2 décembre 1979 sur le régime du

(33) Cf. C. S. SEIB, *The hysteria of coverage on Kennedy*, *Washington Post*, 24 septembre 1979.

shah (« un des plus brutaux de l'histoire de l'humanité », qui a fait régner la « terreur »), la presse n'insistera guère sur le fait qu'une majorité d'Américains (58 %) est d'accord avec le jugement du sénateur, même si les deux tiers des personnes interrogées (65 %) estimaient le moment pour de telles critiques mal choisi (34).

Comme le note M. Keene, directeur de la campagne de M. Bush : « Nos études montrent que les gens tirent l'essentiel de leurs informations sur les problèmes politiques des publicités payées (à la télévision et à la radio) parce que les informations télévisées ont tendance à ne couvrir que le côté sportif de la campagne : qui est en tête, qui a dit quelque chose de stupide » (35). C'est dire que, lors du processus de sélection des candidats, ceux-ci contrôlent assez bien l'image politique qu'ils veulent donner d'eux-mêmes.

— C'est dire aussi que les moyens financiers, s'ils ne permettent pas d'être nommés ou élus (M. Connally, malgré des dépenses supérieures à 9 millions de dollars, n'obtiendra qu'un délégué à la convention républicaine avant de retirer sa candidature), sont indispensables à qui veut avoir une chance d'obtenir le grand prix. Or, c'est la publicité télévisée qui est la plus coûteuse : « Elle absorbe peut-être la moitié des fonds des candidats » (36). Et les totaux sont prodigieux : entre le 31 décembre 1975 et le 31 décembre 1979, le coût de la vie a augmenté de 38 % mais les dépenses des candidats avaient déjà augmenté de plus de 100 % : à la fin de 1979, avant toute contribution fédérale, les principaux candidats avaient déjà perçu et dépensé plus de 35 millions de dollars (environ 150 millions de francs) et l'on estime que l'ensemble de la campagne présidentielle dépassera 1 milliard de francs. Grâce aux réformes provoquées (pour les seules présidentielles) par le scandale du Watergate le poids des « grands intérêts » a fortement diminué. Encore faut-il organiser le collectage systématique des « petits » dons, ce qui est fort coûteux et requiert une organisation qui n'est pas à la portée de tous. Aussi les candidats sans relations, sans accès aux réseaux de collectage et par trop « originaux » sont-ils presque totalement désarmés : lors de la campagne pour la désignation des candidats en 1976, on constate aisément l'extrême différence entre ceux qui avaient des chances et ceux... qui n'en avaient pas. Qui plus est, les différences entre candidats républicains et démocrates et les autres encore plus frappantes. Alors que les premiers ont obtenu 74,2 millions de dollars jusqu'à la nomination et 114 millions pour l'ensemble de la campagne, les candidats des tiers partis n'ont disposé que de 2 millions de dollars — sans que l'on puisse même distinguer leurs dépenses pour la nomination et

(34) *ABC. News-Harris Survey*, vol. II, n° 4, sondage téléphonique effectué du 27 au 30 décembre 1979 auprès d'un échantillon représentatif de 1 516 adultes. Pour le rôle des sondages dans la campagne présidentielle, voir la « Chronique de l'opinion publique », dans ce numéro.

(35) Cité in W. J. LANQUETTE, You can't be elected with TV alone, but you can't win without it either, *National Journal*, 1<sup>er</sup> mars 1980.

(36) *Ibid.*

celles pour l'élection générale (37). Pour fournir un indice, on peut noter que M. Carter, inconnu jusqu'aux *caucus* de l'Iowa (janvier 1976) mais démocrate, avait récolté 989 125 \$ entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1975 alors que, dans la même période, Eugene McCarthy, homme politique fort connu, ancien candidat démocrate (1968) mais devenu indépendant, ne réussit à recueillir que 59 431 \$ (38). Ajoutons qu'en dehors des Républicains et des Démocrates, aucun candidat indépendant, M. McCarthy y compris, n'obtiendra en 1976 la moindre subvention fédérale, des règles draconiennes s'y opposant. « Ainsi, le système bipartiste est gelé, au bénéfice des deux grands partis et aux dépens des tiers partis » (39).

#### LE MAINTIEN DU « STATU QUO »

Toutes les règles en effet aboutissent à éviter la remise en cause, aussi minime soit-elle, non point tant du système bipartiste — le préserver est légitime — que du monopole républicain-démocrate. De fait, « tous les Etats restreignent l'accès à la candidature des tiers partis et des candidats indépendants » (40). En règle générale, un candidat ne peut se présenter que si son parti a obtenu un certain nombre de voix aux dernières élections ou s'il a obtenu qu'une pétition soit signée par un certain nombre d'électeurs de l'Etat. Le nombre peut aller de 25 signatures (pour un candidat indépendant) dans le Tennessee à 10 % des suffrages exprimés lors des dernières élections (pour un tiers parti), soit quelque 600 000 signatures, en Californie (41). Ainsi, en 1976, M. McCarthy, malgré de multiples procès (42), ne put être candidat que dans 29 Etats (sur 50 plus le District de Columbia) et fut notamment exclu du scrutin dans les deux Etats les plus peuplés, la Californie et New York. Il ne parvint même pas à participer aux grands débats télévisés préélectorales de 1976 entre MM. Ford et Carter, la loi prévoyant l'égalité d'accès à la télévision de tous les candidats ayant même été suspendue pour évincer les candidats indépendants.

Nombre de règles ont, en effet, été spécifiquement introduites pour empêcher les candidatures indépendantes. Pour n'en donner qu'un exemple, les règles de l'Ohio ont ainsi été formulées en 1948 pour empêcher la candidature de Henry Wallace. En 1968, George Wallace fut obligé de plaider devant la Cour suprême pour en faire déclarer l'inconstitutionnalité. S'il

(37) En principe, chaque personne ne peut donner que 1 000 \$ à un candidat. En réalité, étant donné les ambiguïtés de la loi, les dons individuels peuvent atteindre 25 000 \$ par an (cf. *The Economist, Political America*, Londres, 1978, p. 20).

(38) In *Congressional Quarterly*, 14 février 1976, p. 319.

(39) I. KATZNELSON et M. KESSELMAN, *The politics of power*, New York Harcourt, Brace & Jovanovich, 1979 (2<sup>e</sup> éd.).

(40) Developments in the law : elections, *Harvard Law Review*, avril 1975, pp. 1123-1124.

(41) Pour le détail Etat par Etat, cf. *ibid.*, n. 11, p. 1124-1125.

(42) M. McCarthy intenta des procès dans 27 Etats et obtint des améliorations relatives dans 15 d'entre eux.



avait obtenu (avec 433 000 signatures) le nombre requis de pétitions, il n'avait pas satisfait à toutes les obligations légales exigées par l'Ohio. Cet Etat ne cachait d'ailleurs aucunement ses intentions : « L'Etat (de l'Ohio) affirmait qu'il avait un intérêt légitime dans la préservation du système bipartiste existant, en empêchant la division des suffrages entre un certain nombre de partis et en faisant finalement en sorte que des candidats minoritaires ne puissent pas l'emporter (43). La discrimination contre les tiers partis était, en d'autres termes, la politique avouée de l'Etat d'Ohio » (44). En déclarant ces pratiques anticonstitutionnelles dans *Williams C. Rhodes* (45), la Cour suprême écarta notamment l'argument de la stabilité politique « en notant que le système de l'Ohio ne promouvait point un système bipartiste mais bien plutôt les deux partis établis » (46). Bien des obstacles demeurent pourtant qui gênent l'expression des opinions différentes du « consensus » (47).

#### QUELLES DIVISIONS ?

Cette volonté politique d'empêcher toute concurrence externe pour les deux grands partis a pour effet le plus clair de réduire la participation politique des citoyens. Comme le notait E. E. Schattschneider dès 1960 : « L'abstention reflète la suppression des options et des alternatives qui représentent les besoins des non-participants » (48). Malgré les mesures prises depuis 1960 pour largement faciliter l'accès aux urnes, l'abstention n'a fait que s'aggraver. En dépit de déclarations parfois fracassantes, la pratique des responsables politiques témoigne d'une surprenante homogénéité idéologique, les deux grands partis n'étant, pour l'essentiel, séparés que par des nuances, certes importantes mais qui ne représentent en rien des divisions fondamentales sur l'avenir de la société américaine, sur son rôle dans le monde. L'électorat, en revanche, est beaucoup plus divisé que ses dirigeants. Comme l'indiquent fort clairement MM. Verba et Nie dans leur excellente étude sur la participation politique aux Etats-Unis : « Nos données montrent que les activistes sont moins au courant de sérieux problèmes sociaux que le reste de la population, moins concernés par la différence de revenus entre les riches et les pauvres, moins intéressés par l'intervention du Gouvernement dans les problèmes de bien-être et

(43) Pratique qui, par parenthèse, est autorisée au sein des deux grands partis : nous avons compté en 1980, et la liste est probablement incomplète, 11 candidats démocrates et 19 candidats républicains à la nomination.

(44) F. J. SORAU, *Party politics in American*, Boston, Little, Brown & Co., 1972 (2<sup>e</sup> éd.), p. 49.

(45) M. Rhodes était alors gouverneur de l'Ohio.

(46) *Harvard Law Review*, art. cit., p. 1132.

(47) Cf. Third parties face obstacles to prominence, *Congressional Quarterly*, 15 septembre 1979, pp. 2003-2005.

(48) E. E. SCHATTSCHNEIDER, *The semi-sovereign people*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1960, p. 105.

moins touchés par le problème de l'égalité des chances pour les Américains noirs » (49). Et ce qui est ainsi constaté pour la politique intérieure vaut pour la politique extérieure. Au total, on remarque que les problèmes qui divisent l'opinion ne trouvent qu'un écho assourdi dans la bataille politique : alors que, en matière énergétique, 23 % des personnes interrogées souhaitent une nationalisation pure et simple des compagnies pétrolières (50), aucun candidat n'a osé reprendre une proposition aussi audacieuse, les divers candidats étant finalement assez proches les uns des autres sur un problème considéré comme primordial (51). Tout est d'ailleurs fait pour rapprocher les candidats les uns des autres. M. Reagan est présenté comme un candidat verbalement conservateur mais qui, gouverneur de Californie, a agi de façon libérale (52). M. Carter reconnaît être et avoir toujours été un conservateur (53). M. Kennedy a, comme la moyenne

TABLEAU IV

*Evaluation des candidats par l'électorat*

« Qualités » (1)	Carter	Kennedy	Reagan	Bush (2)
Moral	74	— 32	58	74
Malbonnête	83	38	80	88
Faible	30	40	71	84
Niveau de connaissance	54	64	54	72
Soif de pouvoir	56	— 32	0	34
Convaincant	— 10	— 16	— 14	24
Qualités de <i>leadership</i>	— 2	8	14	46
Capacités à résoudre les problèmes économiques	— 38	— 23	— 18	18
Bonnes relations avec pays étrangers	24	12	— 2	38

(1) Les chiffres sont obtenus par la soustraction des évaluations positives et négatives.

(2) On remarquera les bons scores de George Bush. Mais il était alors inconnu de 70 % de l'échantillon. M. Anderson, en ce début d'année 1980, était si peu connu qu'il n'avait pas été retenu.

Source : *Sondage de l'Université de Michigan*, présenté par Arthur MILLER au Colloque organisé par l'ambassade des Etats-Unis à Paris (20 mai 1980).

(49) S. VERBA et N. H. NIE, *Participation in America*, New York, Harper & Row, 1972, p. 293.

(50) Sondage CBS News, *New York Times*, cité in M. TATU, Le Congrès et les mesures proposées par M. Carter, *Le Monde*, 10 novembre 1979.

(51) A. PELHAM, With key exceptions, candidates differ little, *Congressional Quarterly*, 16 février 1980, p. 387.

(52) Cf. Squeeze, cut and trim, *Time*, 23 avril 1980.

(53) Cité in C. FRITCHEY, The real Carter : a Republican at heart, *Washington Post*, 1<sup>er</sup> novembre 1978.

des sénateurs, soutenu le Président dans les trois quarts des cas, en 1979, alors même qu'il envisageait de se présenter contre le Président (54). C'est dire qu'il est malaisé de savoir quel candidat représente l'opposition, quel autre est conservateur ou libéral. Comment l'électorat ne réagirait-il pas de façon globalement négative à ces palinodies (cf. tableau IV).

D'autant plus que, malgré des efforts réels pour améliorer la représentativité des conventions nationales, les délégués, républicains et démocrates, demeurent peu représentatifs de l'ensemble de la population. Si les minorités raciales, les jeunes et les femmes, sont nettement mieux représentées depuis 1972, les délégués restent d'un statut socio-économique supérieur — du point de vue des revenus et de l'éducation — à celui de ceux qu'ils sont censés représenter, comme on peut le constater à la lecture du tableau V.

TABLEAU V

*Caractéristiques des délégués démocrates et de la population*

	Délégués			Population 1974
	1968	1972	1976	
Sexe : Hommes	87	60	67	48,7
Femmes	13	40	33	51,3
Race : Blancs	94,5	85	89	86,9
Autres	5,5	15	11	13,1
Revenu annuel :				
Inférieur à 10 000		13	8	32,5
Supérieur à 20 000		52	70	23,7
Education :				
Pas d'université		17	10	73,7
Diplôme universitaire		29	50	13,9

Sources : A. RANNEY, art. cit., p. 232 (délégués), *Statistical Abstract 1978* (population).

## LES JEUX SONT FAITS

C'est donc ainsi que l'on parvient aux conventions nationales de l'été. Nous en parlerons peu car, en réalité, les jeux sont faits avant même que les conventions se réunissent. L'évolution est d'ailleurs relativement ancienne puisque, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, une seule

(54) *Congressional Quarterly*, 12 janvier 1980, p. 93-95, et D. S. BRODER, Kennedy on the issues : his record of leadership is not that different from Carter's, *Washington Post*, Outlook, 23 septembre 1979.

convention a eu lieu qui ne choisisse pas le candidat du parti au premier scrutin (convention démocrate de 1952 qui retint A. Stevenson au troisième scrutin). Mais elle est de plus en plus nette. Aussi reste-t-il, pour l'essentiel, le côté folklorique et théâtral d'un faux suspense politique (ainsi que le choix du candidat vice-présidentiel) pour maintenir l'intérêt. Les conventions n'ont même pas réussi à remplacer le jeu politique — aussi fascinant soit-il — par un débat au fond sur la plate-forme du parti. Comme le note Frank Sorauf : « Peu d'aspects de la politique américaine soulèvent autant le scepticisme et le cynisme que les programmes des partis » (55). C'est tout dire.

Dès lors, il ne reste qu'à s'interroger sur la signification de ce processus de sélection des candidats. Pour s'étonner, d'abord, que les réformes souhaitées par une importante majorité (primaire nationale et suppression du collège électoral) ne puissent être mises en place, alors même qu'elles pourraient supprimer les aspects les plus absurdes de procédures dangereuses pour le fonctionnement efficace, voire démocratique, du système électoral. Pour trouver surprenante, ensuite, plus généralement, la limitation du débat politique. Non point que celui-ci n'ait pas lieu, mais il ne débouche pas, à proprement parler, dans l'arène politique et n'aboutit pas à la définition de projets politiques cohérents. Comme le soulignait, mieux que personne, A. de Tocqueville : « En Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée. Au-dedans de ces limites, l'écrivain est libre ; mais malheur à lui s'il ose en sortir. Ce n'est pas qu'il ait à craindre un autodafé, mais il est en butte à des dégoûts de tous genres et à des persécutions de tous les jours. La carrière politique lui est fermée : il a offensé la seule puissance qui ait la faculté de l'ouvrir. » Et Tocqueville de conclure : « Il n'y a pas de liberté d'esprit en Amérique » (56). Les choses ont-elles fondamentalement changé un siècle et demi plus tard ? Pour préserver une nation, un système politique encore considérés comme fragiles, la classe politique évite le « dissensus » politique comme la peste et cultive un « consensus » largement irréal. Ne risque-t-on pas de vider ainsi de toute substance la vie politique, déjà largement désertée, au grand dam de la démocratie américaine, par une majorité de la population ? Ce que l'on ose à peine appeler l'organisation du processus électoral, dès lors, n'est-elle pas le signe de l'inquiétante désorganisation des processus politiques aux États-Unis.

(55) F. SORAUF, *op. cit.*, p. 290.

(56) A. de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1962, t. I, vol. 1, pp. 266-267.